

Émancipation

Réponse au rapport d'activité

Pour un syndicalisme en rupture avec la politique gouvernementale

C'est à une véritable avalanche de mesures que les personnels ont été confrontés durant le quinquennat Hollande. Le gouvernement Macron poursuit l'offensive avec l'objectif martelé d'aller encore plus loin !

Après les ordonnances contre le code du travail, l'état d'urgence dans le droit commun et le vote d'un budget notoirement en faveur des possédants, des attaques sont en préparation contre la fonction publique, les salaires, la sécurité sociale, les retraites, la voie professionnelle, le bac, l'université, l'accueil des réfugiés ... etc. Pour y parvenir, le gouvernement compte une nouvelle fois s'appuyer sur le dialogue social et tente d'associer les organisations syndicales à la « co-construction » de ses réformes.

Une orientation qui pose question

Il ne s'agit pas de critiquer l'action quotidienne de l'équipe de la section académique, attachée à la défense collective et individuelle des collègues. Mais on doit constater que l'activité de la direction du SNES Aix-Marseille s'inscrit dans la mise en œuvre de l'orientation U&A nationale, ce qui n'est pas sans conséquences.

Ainsi, la direction académique a-t-elle soutenu la réforme de l'évaluation des enseignants, issue du protocole PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations). Les enseignants sont évalués suivant une grille de compétences (très éloignée de l'enseignement), des pouvoirs importants sont donnés aux chefs d'établissements et un « accompagnement » individuel et collectif est prévu menaçant directement la liberté pédagogique.

De même, la section renvoie nombre de luttes à l'échelon de l'établissement, les faisant dépendre du rapport de force local. Les exemples des compétences et du LSU, la « résistance pédagogique » à la réforme du collège ou les stages préparant aux rendez-vous de carrière indiquent l'impasse que représente une telle orientation.

Un dialogue social permanent qui paralyse les mobilisations

Certes, la direction U&A formule des critiques à l'égard de la politique du gouvernement, certes elle organise de temps à autre des actions, mais « en même temps » elle légitime et accepte de participer aux « concertations » sur les réformes de Macron et Blanquer, comme elle l'a fait durant les cinq années Hollande.

Le « comité action publique 2022 » (CAP22) a été installé dans l'objectif de réaliser 80 milliards d'économies et supprimer 120000 postes. Les pistes annoncées, notamment des « transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions », sont inacceptables. Alors, est-il possible de défendre le statut et les services publics, de mobiliser en ce sens, sans demander le retrait du projet CAP 22 et tout en participant aux « concertations » visant à le mettre en œuvre ?

La mission Mathiot installée par le ministre Blanquer prépare une réforme du bac et du lycée, dans la continuité du projet de loi Vidal qui autorise les universités à sélectionner les étudiants suivant des « attendus ». Le projet Blanquer-Mathiot prépare le bac et le lycée modulaires : il n'y aurait plus de bac national, avec en perspective des économies substantielles et l'explosion des inégalités dans le cadre d'une autonomie décuplée.

Les conséquences seraient désastreuses pour la jeunesse, avec une « individualisation » des parcours, ce qui signifie la remise en cause des diplômes nationaux et donc des qualifications reconnues dans les conventions collectives, au profit des compétences individuelles ; les conséquences seraient importantes en termes de postes et pour le statut des enseignants à tous les niveaux (annualisation, le ministre parle déjà de recrutement local).

Trois mois de « concertations » ont pavé la voie aux ordonnances travail, 11 groupes de travail et 55 réunions ont permis au projet de loi Vidal de voir le jour ! Et ce dialogue social tant vanté par le gouvernement et ses soutiens se poursuit avec la commission Mathiot puis avec le ministère.

Combattre cette politique, implique de définir clairement les revendications : défense du bac, Retrait du projet de loi Vidal, retrait du projet Blanquer-Mathiot ! Et de rompre le dialogue social qui paralyse l'outil syndical et les possibilités de mobilisation. Les collègues répondraient à un tel appel à mobilisation.

Emancipation appelle à voter CONTRE les rapports académique et national et milite pour que le SNES soit au service des personnels, de leurs revendications, pour une école réellement émancipatrice.